



Je commencerai par formuler quelques constats et afficher quelques convictions, visant à délimiter les ambitions de la recherche agronomique. Je crois, en effet, que la présentation de A. Cornet est très ambitieuse et qu'il faut savoir délimiter ses objectifs.

- Premier constat : au fond, les espoirs que l'on avait, il y a maintenant plus de 20 ans, sur ce qu'on a appelé la révolution verte et la transmission des effets de cette révolution verte dans les diverses agricultures tropicales, ces espoirs ont montré leurs limites. Ils se sont considérablement affaiblis. Dans certaines régions, dans certains types d'agriculture, ils ont porté des fruits ; dans d'autres, ils ont connu un échec relatif. Et quand on regarde l'évolution de la recherche agronomique internationale pilotée par la Banque mondiale, on s'aperçoit qu'effectivement, depuis 20 ans, le Groupe consultatif de la Recherche agronomique internationale a élargi considérablement ses financements, le nombre des donateurs multilatéraux ou bilatéraux ; il a multiplié le nombre des centres, il a élargi ses problématiques à l'environnement, mais en donnant parfois quelque peu l'impression d'une fuite en avant. J'exagère certes, mais, au fond, il y a quand même un doute sur ces résultats dans les agricultures africaines, et plus généralement dans les agricultures les plus pauvres.

Ce système de recherche agronomique internationale puissant et en croissance très rapide est à la limite de l'éclatement, en termes de financement et de management, alors que ses résultats scientifiques laissent quelque peu à désirer. On parle maintenant non plus de révolution verte, mais de révolution "doublement verte" en disant qu'il faut réussir non seulement la révolution verte qu'on n'a pas encore vraiment réussie en Afrique, mais aussi prendre en compte l'écologie. Doubler la difficulté n'est pas forcément source d'une efficacité accrue.

- Deuxième observation : d'ici 10 ou 15 ans, les changements que l'on pourrait opérer dans l'agriculture tropicale des pays les plus pauvres ne pourront être faits qu'en appliquant, qu'en utilisant des connaissances déjà existantes ou des découvertes déjà faites. Les innovations radicales qui changent la nature des problèmes ne sont pas légion et celles auxquelles on peut s'attendre concernant la maîtrise des facteurs biologiques, qu'il s'agisse de transgénèse, d'apomixie, de lutte biologique, ne sont pas encore obtenues. Elles ne porteront donc leurs fruits, en termes opératoires d'accroissement de rendement, après vulgarisation, que dans 10 ou 15 ans au mieux.

- Donc, et c'est ma troisième observation, à court ou moyen terme, le changement viendra de ce que j'appelle, toujours schématiquement, l'innovation sociale. Bien sûr, il faudra continuer d'étudier, d'approfondir, de connaître davantage et plus finement la biodiversité comme nous l'avons dit depuis ce matin, mais, s'il y a une innovation fondamentale, ce sera une innovation sociale, et quand je dis sociale, c'est bien entendu au sens large, innovation culturelle, sociale et politique. Il faudra que le rôle, l'agencement, la combinaison des différents acteurs - le marché international, le Nord, les États, les agriculteurs eux-mêmes, organisés ou non, les différents types d'organisations -, il faudra que ces différents acteurs sociaux innovent et rééquilibrent leurs poids respectifs. Ceci concerne aussi bien la politique économique que le comportement ordinaire des paysans et l'organisation des sociétés paysannes.

• Et j'ajouterai enfin une quatrième observation qui a valeur de forte conviction : l'innovation sociale ne se planifie pas, elle ne relève pas vraiment de la recherche. Je pense que le rôle de la recherche en la matière est, et incidemment, chemin faisant, je cible des préoccupations de la recherche pour le court terme, de délimiter, d'étudier les conditions laissant "de la liberté" à ces acteurs sociaux et en particulier aux sociétés paysannes. Au fond ce qu'elles demandent, les sociétés paysannes, tant qu'on ne leur apporte pas des innovations qui changent la nature des problèmes, ce qu'elles demandent, c'est à être moins encadrées, moins planifiées. Ce qu'elles demandent, c'est qu'on leur donne des conditions où elles-mêmes puissent manifester leur capacité d'innovation. Elles ont ces capacités d'innovation. À l'intérieur d'un certain acquis technologique et scientifique, il faut étudier comment favoriser les innovations sociales et, en particulier, celles des sociétés paysannes. Ce que demandent les agriculteurs dans beaucoup de régions, ce sont des écoles, des dispensaires, des moyens de communication, une politique des prix ; ils ne demandent pas un raffinement sur la recherche agronomique. En tout cas, ils ne demandent pas un encadrement de tous leurs gestes.

\*  
\* \*

Permettez-moi maintenant de dire quelques mots sur ce qui, à ce sujet, concerne l'ORSTOM, de parler un peu de nos ambitions pour l'avenir. Nous avons fêté nos cinquante ans, mais cela n'a de sens que si nous avons un regard porté sur les cinquante années qui viennent. Il nous faudra savoir combiner trois objectifs (pour reprendre les termes récents d'un homme politique français) : le premier, c'est la compétitivité qui stimule ; le second, c'est la coopération qui renforce ; et le troisième, la solidarité, c'est-à-dire le partenariat, qui unit.

En matière de développement, on ne peut pas faire une science exclusivement compétitive ; on ne peut pas faire non plus une science qui se veut d'abord solidaire.

Quelques mots sur la compétitivité pour ce qui concerne l'ORSTOM, ou la recherche agronomique de façon plus générale. Cela signifie concentrer ses priorités. À l'ORSTOM, nous avons besoin de circonscrire nos thèmes prioritaires, de réduire le nombre de nos programmes. Nous sommes en train de le faire et A. **Cornet**, à l'intérieur du vaste cadre qu'il vous a tracé, aura à cibler des priorités dans les quelques mois qui viennent. Je crois que ce devront être des priorités pilotées par l'aval, c'est-à-dire définies en fonction de problèmes graves rencontrés sur place par les pays les plus démunis. Enfin, je dirai que la compétitivité, pour être durable, cela A. **Cornet** l'a bien dit, exige une implication des organismes de recherche dans la formation, en particulier dans les formations doctorales. Voilà certainement une des fortes priorités pour l'avenir de l'ORSTOM. J'ajouterai enfin que concentration des priorités ne veut pas dire forcément très forte concentration géographique. Je ne suis pas très sûr qu'on doive rassembler dans des pôles massifs et spécialisés une très forte proportion des programmes.



recherche français et en particulier avec le CIRAD. L'ensemble de la recherche agronomique (au sens large) de l'ORSTOM + CIRAD représente autant que le système agronomique international. Il est donc aussi au premier rang dans le monde. Je considère qu'une de nos priorités actuelles et urgentes est de constituer des laboratoires et équipes véritablement mixtes dans tous les champs de compétences où l'ORSTOM et le CIRAD se rejoignent. Il faut aussi resserrer les associations de l'ORSTOM et du CIRAD avec l'INRA, ce que nous avons commencé à faire, avec le CEMAGREF et avec les Universités.

Au niveau européen, il faut aussi, bien entendu, renforcer nos associations, sans attendre tout de l'Union européenne et des programmes STD ou PCRD. Il faut que les politiques nationales répondent à ce fameux principe de subsidiarité et qu'il y ait véritablement des ententes politiques des différents pays européens pour construire ensemble une politique et une intervention cohérentes en matière de recherche pour le développement.

Enfin, au niveau international, A. Cornet l'a très bien dit, nous devons saisir l'opportunité que constitue le réexamen complet du mode de fonctionnement du GCRAI. Il faut faire en sorte que la recherche agronomique internationale et des équipes du Nord, les systèmes nationaux de recherche du Sud et les différents acteurs qui interviennent en milieu rural constituent, dans les années qui viennent, des ensembles moins disjoints.

Rejoignant en quelque sorte les conclusions du Colloque Sciences hors d'Occident au vingtième siècle que nous avons organisé avec l'UNESCO, il y a quelques jours, je dirais, toujours avec des formules un peu brutales, faute de temps, et en utilisant un vocabulaire qu'aiment bien les agronomes, que le clonage au Sud de la science du Nord n'est pas l'intrant décisif pour avoir une agriculture tropicale performante et durable.

Je dirais qu'une science n'est efficace que si elle est appropriée, si elle est enracinée dans une culture, si elle s'exerce sur un terrain social fertile.

Reprenant des expressions que j'aime bien (peut-être parce que je ne connais pas très bien ce qu'il y a derrière), je dirais qu'il faut une transgénèse de la science du Nord au Sud. Et je dirais aussi pour compliquer encore le vocabulaire, mais en utilisant un mot sur lequel l'ORSTOM est très compétent et qui sera la source d'une révolution agronomique radicale d'ici quelques années, que nous devons refuser l'apomixie, c'est-à-dire la reproduction asexuée du cultural et du culturel. Nous devons marier le cultural et le culturel.

Voilà l'ambition de l'ORSTOM pour les cinquante ans qui viennent. J'avais dit que je serais humble au début, mais vous voyez que, pour l'ORSTOM, je ne suis pas humble.